



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 28/01/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SM Gestion Déchetteries Gâtine

Lieu-dit Les Coteaux
79200 Parthenay

Références : 0007207610/AA/2026/ 30

Code AIOT : 0007207610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement SM Gestion Déchetteries Gâtine implanté Lieu-dit Les Coteaux 79200 Parthenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SM Gestion Déchetteries Gâtine
- Lieu-dit Les Coteaux 79200 Parthenay
- Code AIOT : 0007207610
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté de Communes de Parthenay-Gatine est régulièrement autorisée à exploiter une déchèterie située sur le territoire de la commune de Parthenay par arrêté préfectoral n°A6033 du 13 février 2019.

Les activités exercées sur site sont les suivantes :

- 2710-1-b : Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (Autorisation)
- 2710-2-a : Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (Enregistrement)

L'activité de broyage de déchets végétaux n'a pas été mise en œuvre depuis la délivrance dudit arrêté.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Envol de déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
5	Systèmes de rétention et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/02/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Déchets sortants (Non dangereux)	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Sans objet
3	Déchets sortants (Dangereux)	Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de broyage de déchets n'a pas été mise en service, mais l'exploitant indique qu'il envisage de la mettre en place. Cette activité devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'enregistrement, car elle n'a pas été mise en œuvre dans les trois ans suivant son autorisation.

Il est demandé à l'exploitant de mieux clôturer l'alvéole réceptionnant le placo-plâtre, afin d'éviter les envols de déchets à l'intérieur du site.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le plan de défense incendie du site, les besoins en eau (calcul D9), les volumes de rétention nécessaires (calcul D9A) et les justificatifs d'installation des détecteurs de fumée dans les locaux techniques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2019, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative				
Prescription contrôlée :				
Rubrique Alinéa	A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité) critère de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation/ capacités maximales
2710-1-b	A	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente est supérieur ou égale à 7 tonnes	Collecte de batteries, de DEEE, d'huiles minérales, de piles usagées, de produits divers, de radiographie, de cartouches d'imprimantes	Quantité maximale pouvant être stockée : 9 tonnes
2710-2-a	E	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 300 m³.	Collecte de déchets non dangereux en bennes sélectives ou sur plateforme de dépôt.	7 bennes de 35 m³ 2 bennes de 30 m³ 3 bennes de réserve : 105 m³ PF gravats : 105 m³ PF Verre : 180 m³ PF déchets verts : 880 m³ Réemploi : 30 m³ Divers : 30 m³ Quantité maximale pouvant être stockée : 1 635 m³
2794-1	E	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité traitée étant supérieure à 30 t/j.	Broyage par campagnes régulières de 3 jours des déchets verts	220t broyé par campagne environ 13 fois/an. Broyage d'environ 73 t/j
2715	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre (hors rubrique 2710). Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égale à 250 m³.	Apport pour regroupement des ramassages de collecte de verre	Volume généré : 180 m³
Constats : L'exploitant indique que les activités sur le site n'ont pas évolué depuis le dossier de demande d'autorisation environnementale, approuvé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°A6033 du 19 février 2019. Seule l'activité de broyage de déchets végétaux non dangereux n'a pas encore été mise en œuvre depuis cet arrêté. Lors de la visite, l'exploitant a exprimé son intention de mettre en place cette activité de broyage sur le site. Aucun engin ni outil présent sur le site ne permet actuellement d'assurer le broyage des déchets verts.				

Il est rappelé à l'exploitant que, pour les activités non mises en place dans un délai de trois ans après la délivrance de l'autorisation (article R512-74 du code de l'environnement), il est nécessaire de déposer une nouvelle demande d'exploitation. L'activité de broyage doit donc faire l'objet d'une nouvelle demande d'enregistrement.

Il a été constaté, lors de la visite, la présence des plateformes en béton détaillées dans le porter à connaissance du 11 février 2025. Celles-ci servent à réceptionner les poubelles usagées de la commune et à étendre la zone de collecte des déchets sur le site, notamment pour la réception du placo-plâtre et des briques plâtrières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets sortants (Non dangereux)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43

Thème(s) : Autre, Registre des déchets sortants.

Prescription contrôlée :

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

I. Registre des déchets sortants.

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Constats :

Le registre des déchets a été présenté lors de l'inspection. Il recense les déchets dangereux et non dangereux, et sa dernière mise à jour date du 30 septembre 2025. L'exploitant indique qu'il met à jour ce registre numérique chaque mois.

L'ensemble des informations précisées à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 y sont

présentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet une version actualisée de son registre des déchets et veille à le mettre à jour régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déchets sortants (Dangereux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 5.4
Thème(s) : Autre, Registre des déchets sortants.
Prescription contrôlée : Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation. Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires. a) Registre de déchets sortants L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : la date de l'expédition ; le nom et l'adresse du destinataire ; la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; l'identité du transporteur ; le numéro d'immatriculation du véhicule ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.
Constats : Voir point de contrôle précédent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Envol de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.
Constats : Aucun envol de déchets en dehors du site n'a été constaté. L'exploitant indique que, tous les lundis matin, deux agents procèdent au nettoyage des installations. Toutefois, il apparaît que l'alvéole de stockage de placo-plâtre n'est pas suffisamment dimensionnée pour éviter les envols à l'intérieur du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, conformément à ses engagements, doit ajouter des blocs béton en hauteur et sur les côtés de l'alvéole de placo-plâtre afin de limiter la dispersion des déchets ou tout autre dispositif équivalent (notamment au regard des caractéristiques coupe feu nécessaires).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Systèmes de rétention et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de rétention et extinction automatiques
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Les locaux techniques sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• le local de rangement des outils ;

- le local des agents situé à l'entrée du site ;
- le local de stockage des poubelles ;
- le local de stockage des D3E et DDS.

Lors de la visite sur site, seul le local dédié au rangement des outils était équipé d'un détecteur de fumée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit installer un détecteur de fumée dans chacun des locaux techniques. Il établira la liste de ces détecteurs, en précisant leurs fonctionnalités, et définira les opérations d'entretien nécessaires pour en garantir l'efficacité dans le temps. Les documents relatifs à leur installation seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2019, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, lors de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- Des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;
- D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de

raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que du dimensionnement de l'événement bassin de stockage ;

- D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Constats :

L'exploitant indique pouvoir alerter les services d'incendie et de secours à l'aide d'un téléphone portable.

Lors de l'inspection, l'exploitant n'était pas en possession du plan des locaux, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ce plan doit inclure :

- une description des dangers spécifiques à chaque local ;
- l'emplacement des ouvrages de lutte contre l'incendie ;
- les zones de rétention.

Le poteau incendie le plus proche se situe à plus de 100 mètres du site. L'exploitant a précisé disposer sur place :

- d'une bache incendie (dont le volume n'a pas été communiqué et n'a pu être lu lors de la visite) ;
- d'un poteau incendie interne (poteau bleu), sans pouvoir indiquer la source de son alimentation ainsi que son débit.

Enfin, l'exploitant a présenté un justificatif de vérification périodique des extincteurs présents sur le site. Ce document atteste de la présence de 9 extincteurs, adaptés aux risques identifiés. Un contrôle par sondage a confirmé que ces extincteurs avaient été vérifiés le 19 septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir le plan du site, comprenant une description des dangers pour chaque local, ainsi que l'emplacement des ouvrages de lutte contre l'incendie et des rétentions.

L'exploitant précise les besoins en eau pour l'incendie sur le site (en m³), calculés selon la méthode D9, ainsi que les volumes de rétention nécessaires (en m³), déterminés selon la méthode D9A. Il devra également préciser le volume d'eau disponible en cas d'incendie, notamment celui de la bache présente sur le site.

Enfin, l'exploitant fournira une explication détaillée du fonctionnement de la borne incendie interne au site, en indiquant notamment la provenance de son alimentation en eau et le débit en sortie de bouche.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois